

**Députation du 19 octobre 2004 au Comité des services
organisationnels et du développement économique**

**L'accessibilité des services en français pour les femmes :
*l'Initiative Une ville pour toutes***

Mot d'ouverture

Bonjour et merci de nous permettre d'aborder devant vous aujourd'hui une préoccupation qui nous paraît d'une très grande importance. Nous tenons à vous féliciter pour le processus de consultation publique que vous avez instauré dans l'élaboration du prochain budget.

**Remerciez les membres du comité de vous donner l'occasion de
faire valoir votre point de vue**

Merci d'être assis ici afin d'entendre ce que nous avons à dire.

Merci d'être à l'écoute de notre point de vue.

Présentez-vous et présentez brièvement votre organisation

Je m'appelle Kim Trottier et à côté de moi est Jeanne Françoise Moué (ou vice et versa). Nous parlons aujourd'hui au nom d'un rassemblement d'intervenantes qui fut créé dans le cadre de *l'Initiative Une ville pour toutes les femmes* et nous travaillons au CALACS, au Centre Espoir Sophie et dans des Centres de ressources communautaires de l'Est. Nous représentons aussi le Comité Réseau qui est un regroupement d'intervenantes francophones oeuvrant au niveau de la violence faite aux femmes.

Énoncez clairement le problème dont vous parlerez

Nous sommes présentes aujourd'hui afin d'attirer votre attention plus particulièrement sur le manque de financement des organismes de femmes francophones. Plusieurs organismes de femmes desservant les femmes d'expression anglaise, nos consœurs, reçoivent un appui financier supérieur à ceux desservant les femmes francophones alors qu'ils offrent les mêmes services.

Par exemple, en 2003, les haltes-accueil offrant des services aux femmes d'expression anglaise ont reçu de la Ville un total de 1 285 642\$ à travers l'enveloppe pour les Centres de jour alors qu'en revanche, la seule ressource francophone existante pour le même type de services, le Centre Espoir Sophie a reçu une subvention de 30 000\$ dans le cadre de l'initiative des sans-abri, largement financée par le gouvernement fédéral.

Et pourtant les femmes d'expression française ont besoin et ont droit à la même gamme complète de services. L'exemple des haltes-accueil illustre qu'une infime partie de la réalité.

Expliquez à l'assemblée pourquoi la question est importante

Selon les données de 2001 de Statistique Canada, notre Ville est composée de 62 015 citoyennes d'expression française et les ménages exclusivement francophones représentent 20 % des ménages d'Ottawa.

Mais le problème ne s'arrête pas "seulement" aux femmes francophones. L'impact du manque de ressources pour elles se fait aussi ressentir dans leur famille, dans leur quartier, dans la communauté francophone et donc conséquemment dans la Ville entière. Ce manque de financement accentue l'isolement des femmes puisqu'elles n'ont pas accès à des ressources. Comment pourraient-elles s'engager dans leur communauté dans de telles circonstances?

Donnez des exemples du problème et/ou de la solution proposée

Si nous investissons là où est une partie de la source du problème, nous économisons tous et toutes à plus long terme. N'est-ce pas ce que nous désirons toutes et tous pour nos mères, nos filles, nos sœurs, nos voisines et nos collègues? Les femmes contribuent énormément à l'amélioration de la qualité de vie des gens qui les

entourent non seulement au sein de leur famille, à leur travail mais aussi en oeuvrant au sein d'une multitude d'organisations.

Dans le plan des services à la personne de la Ville, il est mentionné qu'aucune communauté complète ne peut exclure des gens en raison, entre autres de leur **sexe**, de leur **langue**. Pour inclure les femmes francophones, nous vous proposons des moyens concrets.

Dites aux conseillers ce que vous voulez qu'ils fassent et le délai que vous proposez

Notre demande principale aujourd'hui est que lorsque vous adopterez le Budget de 2005, l'enveloppe proposée pour le programme de financement des projets communautaires soit incluse. Ceci afin d'honorer votre engagement de l'an passé de remettre cette enveloppe au prochain budget. S'il vous plait, assurez-vous que cet argent soit réparti de façon équitable entre des organismes offrant des services en anglais et en français.

De plus, nous vous demandons d'inclure dans le budget de fonctionnement au moins une partie des nouvelles sources de revenus (TPS, taxe sur l'essence).

Nous vous demandons aussi d'exercer des pressions au niveau des gouvernements provincial et fédéral afin d'obtenir un financement plus adéquat au niveau municipal.

Et enfin, nous vous demandons d'inclure une analyse de genre quand vous prenez vos décisions afin de tenir compte d'une très grande proportion de la population d'Ottawa.

Répétez-leur encore pourquoi la question est si importante

Pour conclure, priver les femmes d'expression française de services essentiels correspond aussi à priver notre Ville entière d'une contribution essentielle ! Ces femmes vivent chez-nous, ces femmes sont citoyennes d'Ottawa. L'an passé, le message des citoyens et citoyennes était clair : nous voulons garder TOUS les

services car c'est ce qui définit notre Ville, Ottawa. Nous vous répétons ce message aujourd'hui.

Au sujet de la coupure du programme de financement des projets communautaires, dans le document "Universal Program Review", il est écrit, et je cite en anglais puisque le document n'est pas disponible en français, : "The reduction of funding programs will have an impact on Ottawa 20/20. It is contrary to the OFFICIAL PLAN strategic directions of Creating Liveable Communities". It is also contrary to the HUMAN SERVICES PLAN strategic directions: Diversity and Inclusion; Access to Basics; Safe & Healthy Communities; Focus on Prevention; and a Working City."

Remerciez-les et dites-leur que vous surveillez la situation et attendrez une intervention de leur part !

Nous comptons sur vous pour prendre les décisions qui s'imposent. Nous sommes très conscientes des pressions auxquelles vous faites face dans le processus budgétaire actuel mais la Ville a pris des

engagements et nous ne faisons que vous demander de les honorer.

Nous allons continuer à nous impliquer dans le processus de consultation amorcé. Pour terminer, laissez-nous vous remercier de nous avoir écouté aujourd'hui et de tenir compte de notre point de vue. Vous trouverez plus de détails dans la version écrite de notre députation d'aujourd'hui. Encore merci !